

Le « patron » des hospitaliers parisiens menace de démissionner : « On est en train de tuer l'institution »

1150 postes supprimés en 2010

Olivier Bonnet

Samedi 28 Novembre 2009



Pierre Coriat est en colère. Le chef du service d'anesthésie-réanimation à la Pitié-Salpêtrière, mais surtout le président de la Commission médicale d'établissement (CME) de l'Assistance publique/Hôpitaux de Paris (AP-HP), l'équivalent du « patron » des médecins parisiens, part en guerre contre le plan du gouvernement qui prévoit la suppression de 1150 postes en 2010. « *Si on supprime mille emplois soignants non-médicaux et 150 postes de médecins, cela va nuire à la qualité des soins* », prévient-il dans un entretien [au Parisien Dimanche](#) publié sous

l'éloquent titre : ***Si le plan n'est pas revu, je démissionne.***

« Le projet actuel risque de casser l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Pour calculer le budget de l'hôpital, le ministère de la Santé a sous-estimé notre activité », ajoute-t-il, dénonçant un « cercle vicieux ». *La réduction de personnels risquant d'entraîner une diminution de l'activité, une baisse des rentrées d'argent, et donc une nouvelle réduction d'effectifs* », résume [Libération](#). « Nous proposons aux tutelles (ministères de la Santé et du Budget – NDLR) de s'asseoir autour d'une table pour revoir ensemble quelles doivent être les missions de l'AP dans les années à venir, et pour dire qu'on arrête la politique actuelle de retraits d'emplois arbitraires, ajoute-t-il [dans L'Humanité](#). (...) Nous demandons de ne plus retirer un seul emploi soignant qui ne soit le fruit d'une restructuration médicale aboutie, et de ne plus retirer d'emploi soignant dans les unités cliniques fonctionnelles dont les missions de soins n'ont pas été revues. Actuellement, ce n'est pas ce qui est fait : on ne nous a pas fixé clairement un objectif 2012, on sous-estime notre activité, on enlève des emplois de façon linéaire... ***On est en train de tuer l'institution.*** »

Une prise de position extrêmement gênante pour le pouvoir : Pierre Coriat est un homme très écouté; c'est même à lui que Roselyne Bachelot avait demandé de rédiger un rapport sur la création du Conseil national de l'urgence et de la permanence des soins (remis en juin dernier) !



Et dans cette affaire, il n'est pas seul : « *Aujourd'hui, ce n'est plus la démission du président de la CME qui est en jeu : la plupart des médecins qui occupent un emploi de responsabilité gestionnaire à l'AP-HP démissionneront si la démarche que nous proposons n'aboutit pas* ». Les infirmiers sont eux aussi très inquiets, comme l'explique [au Parisien](#) Thierry Amouroux, secrétaire général du Syndicat national des professionnels infirmiers : « *Supprimer des postes, c'est dramatique. Cela va encore*

réduire l'offre de soins alors que nous fonctionnons déjà à flux tendus. On va vers une multiplication des erreurs médicales. » Qu'à cela ne tienne : si les gens veulent être correctement soignés, ils n'ont qu'à aller dans le privé, qui se frotte les mains de voir nos gouvernants consciencieusement saccager le système public de santé.

<http://www.plumedepresse.info/>

Note administrateur site www.pcfbassin.fr : L'objectif de Sarko, supprimer la Carte Vitale au profit de la carte bleue Gold.

Je suis en tantinet démago quand je lui attribue cette volonté. En fait c'est la conséquence logique des orientations européennes du « tout marché », basé sur la « concurrence libre et non faussée ». En fait tous ceux qui approuvent le traité de Lisbonne sont, de fait, complices et là ça fait du monde, y compris à gauche. Non je commet une erreur à « gauche », en fait me suis-je vraiment trompé ?